

Saint-Ouen-sur-Seine, le 06 octobre 2026

**Direction de l'enseignement,
de l'orientation et de la formation**

Dossier suivi par :
Frédérique Rauscher,
Coordonnatrice des IEN de zone en résidence
Tél : +33 7 86 27 30 23
Mél : frederique.rauscher@diplomatie.gouv.fr

Le Directeur Général

aux

Cheffes et chefs d'établissement
d'enseignement français à l'étranger

Circulaire n° 0844

Textes de référence :

- Article L. 521-1 du Code de l'éducation
- Articles R. 451-3 et R. 451-10 du Code de l'éducation
- Circulaire n° 0732 du 21/06/2022 relative à l'organisation et au fonctionnement des instances des établissements d'enseignement français à l'étranger relevant de l'AEFE
- Note de service n°0249, 3 juillet 2025, Parcours de langues

Objet : Organisation du temps scolaire et élaboration des calendriers scolaires dans les établissements d'enseignement français à l'étranger

La présente circulaire fixe les modalités d'élaboration des calendriers scolaires pour les établissements d'enseignement français à l'étranger (EFE) homologués par le ministère de l'Éducation nationale.

Dans le cadrage général proposé, il est tenu compte des textes de référence cités, mais également des singularités de chaque contexte local, dans le souci constant de l'intérêt des élèves et de leur rythme d'apprentissage.

I – Cadre d'élaboration des calendriers scolaires

L'année scolaire comporte 36 semaines au moins réparties en 5 périodes de travail, de durée comparable, séparées par quatre périodes de vacances aux termes des dispositions de l'article L. 521-1 du Code de l'éducation.

A titre indicatif, au sein de notre réseau et afin de tenir compte de contextes particuliers, le volume horaire annuel arrêté par l'établissement, en fonction notamment de sa politique linguistique, doit être réparti sur un nombre de jours de classe au moins égal à 180 jours (incluant les jours fériés du pays hôte, hors périodes de vacances scolaires ou lorsque ceux-ci tombent au sein d'une semaine travaillée). Ce seuil des 180 jours concerne aussi bien le premier et le second degrés.

La quotité annuelle doit être dispensée hors activités pédagogiques complémentaires (APC).

Ainsi les volumes horaires annuels s'élèvent à :

- 864 heures quand la semaine des élèves est de 24 heures (conformément à l'Article L. 521-1 du Code de l'éducation) ;
- 900 heures dans une école où le dispositif compte 1h supplémentaire de langue nationale par semaine s'ajoutant aux 24h, soit 25h d'enseignement hebdomadaire pour les élèves (conformément à la note de service AEFE n°0249 du 3 juillet 2025, Parcours de langues) ;
- 936 heures annuelles de classe sur l'année scolaire, dans une école où le dispositif prévoit 2h de langue nationale soit 26h d'enseignement hebdomadaire pour les élèves (conformément à la note de service AEFE n°0249 du 3 juillet 2025, Parcours de langues).

Charge à chaque établissement, ainsi qu'au COCAC, de définir les modalités selon lesquelles ces dispositions doivent s'appliquer dans leur environnement spécifique, dans le respect concomitant des trois principes suivants :

A- Tous les établissements scolaires homologués d'un même pays, d'un même état ou d'une même province et, par extension, d'une même zone IRF, s'efforcent de déterminer un ensemble de 6 à 8 semaines communes travaillées, notamment pour faciliter l'organisation de la formation régionale des personnels.

B- Les établissements veilleront en outre à inclure le plus grand nombre de jours fériés officiels du pays d'accueil dans les périodes de vacances scolaires. Lorsque par obligation, ils doivent figurer dans une semaine de travail, ils sont comptabilisés comme des jours travaillés dans le total du volume horaire annuel dû aux élèves. Un jour férié durant les congés n'est pas comptabilisé dans le volume horaire annuel, de même s'il est immédiatement accolé à cette période de congés.

C- Afin de ne pénaliser aucun élève, du premier comme du second degrés, il est souhaitable que les calendriers des établissements homologués d'un même pays convergent le plus possible, tout particulièrement lorsqu'ils sont susceptibles de scolariser des enfants d'une même famille.

II – Dates de pré-rentrée et rentrée

Afin de tenir compte des dates de détachement des personnels nouvellement recrutés :

- Les établissements en **rythme Sud** - Argentine, Bolivie, Brésil (Sao Paulo et Rio), Chili, Costa Rica, Pérou, Uruguay et Vanuatu - veilleront à programmer leur rentrée de congés d'hiver -pré-rentrée incluse- à partir du **03 août 2027**.

- Les établissements en **rythme nord** - Australie, Brasilia (Brésil), Montréal et Québec (Canada), Shanghai (Chine), Pondichéry (Inde), Danemark, Finlande, Irlande, Maurice, Norvège, Paraguay, Suède, Emirats Arabes Unis - veilleront à programmer leur rentrée -pré-rentrée incluse-, à partir du **21 août 2027**.

- Les établissements du **reste du monde** feront leur rentrée -pré-rentrée incluse- au plus tôt le **1^{er} septembre 2027**.

Toute demande dûment justifiée de pré-rentrée ou rentrée différente des dates sus mentionnées doit s'inscrire dans la procédure de validation du calendrier.

Il ne peut pas être exigé des personnels dont la date de début de contrat serait postérieure à la pré-rentrée de leur établissement d'exercice d'être présents à la pré-rentrée.

Ces personnels peuvent toutefois être invités, par écrit, par le chef ou la cheffe d'établissement, à y participer, notamment à des fins de préparation, d'information ou d'intégration. Cette participation, qui revêt un caractère facultatif, ouvre droit à leur couverture dans ce cadre.

Toutefois ces demandes doivent rester exceptionnelles.

III – Modalités d'élaboration des calendriers scolaires

A partir des principes généraux, précisés par l'IEN de la zone, la concertation doit s'opérer en amont avec tous les membres de la communauté éducative qui sont pleinement associés (représentants des parents d'élèves, des élèves et des personnels).

Il est rappelé que la circulaire n° 0732 du 21/06/2022, relative à l'organisation et au fonctionnement des instances des établissements d'enseignement français à l'étranger relevant de l'AEFE, indique que « le conseil d'école est consulté pour avis » sur le calendrier scolaire et que le « conseil du second degré prépare les travaux du conseil d'établissement », notamment « l'organisation du temps et du calendrier scolaires ». Ensuite, le conseil d'établissement « l'adopte ».

En outre, il est précisé que « le conseil d'école exerce les attributions du conseil d'établissement lorsque l'établissement ne comprend que du premier degré et qu'il n'est pas rattaché à un groupement de gestion ». C'est donc le conseil d'école qui adopte le calendrier scolaire en l'absence de conseil d'établissement.

IV – Validation des calendriers scolaires

Le circuit de validation du calendrier se réalise au moyen du module dédié dans ATENA qui permet dorénavant la saisie et la validation dématérialisées de l'ensemble des calendriers.

Ainsi, après l'adoption du calendrier par le conseil d'établissement ou d'école, l'IEN de la zone assure le premier niveau de la chaîne de validation, suivi par le poste diplomatique puis la DEOF par délégation du directeur général ou de la directrice générale de l'Agence.

En cas de non-validation du calendrier par un des échelons de la chaîne, le conseil d'établissement se doit d'adopter un nouveau calendrier, conformément à la circulaire.

Les établissements qui souhaiteraient se placer dans une perspective bisannuelle sont invités à réfléchir simultanément au calendrier 2028-2029, sur la base de la présente circulaire. Les deux calendriers pourront être présentés en conseil d'établissement. Dans l'hypothèse où le 2nd calendrier ne serait pas validé l'année suivante, un nouveau CE devrait être réuni pour procéder à sa révision.

Le module de saisie et de suivi ouvre la possibilité de visualiser chaque étape de cette validation. Les dates limites de réalisation de l'ensemble des opérations sont les suivantes :

- **Le vendredi 12 mars 2027** pour les établissements de « rythme Nord » ;
- **Le vendredi 02 juillet 2027** pour les établissements de « rythme Sud ».

Toute modification ultérieure du calendrier en raison de circonstances exceptionnelles doit être présentée en conseil d'école et approuvée en conseil d'établissement (ou d'école), avant de faire l'objet d'une nouvelle saisie en ligne pour nouvelle validation.

De même, des conditions météorologiques extrêmes, peu propices à la conduite des apprentissages des élèves, pourraient justifier des aménagements ponctuels et négociés du calendrier, y compris au moment de la rentrée scolaire, sous réserve de respecter le même processus.

La Direction de l'Enseignement, de l'Orientation et de la Formation se tient à disposition pour tout échange ou complément d'information.



Alexandre MOROIS
Directeur général de l'AEFE